

EID, Nadia F., *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIXe siècle*. Montréal, Hurtubise HMH, 1978. viii-318 p. \$11.95.

Philippe Sylvain

Volume 34, numéro 1, juin 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303844ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303844ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sylvain, P. (1980). Compte rendu de [EID, Nadia F., *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIXe siècle*. Montréal, Hurtubise HMH, 1978. viii-318 p. \$11.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(1), 105–110. <https://doi.org/10.7202/303844ar>

EID, Nadia F., *Le clergé et le pouvoir politique au Québec. Une analyse de l'idéologie ultramontaine au milieu du XIXe siècle*. Montréal, Hurtubise HMH, 1978. viii-318 p. \$11.95.

«Encore une publication sur l'ultramontanisme!», s'exclameront certains. C'est que le sujet est loin d'être épuisé. Le présent ouvrage, par le

nombre de problèmes qu'il soulève, en est une preuve supplémentaire. Ce compte rendu n'a pas la prétention de les aborder tous ; il se contentera d'en commenter quelques-uns.

L'étude de Mme Eid se propose de cerner d'une façon globale et systématique l'idéologie qui marqua d'une façon si décisive et si profonde la mentalité canadienne-française pendant plus d'un siècle. Le choix de s'en tenir à la période qui va de 1848 à 1871 se justifie, comme l'explique l'auteur : il s'agissait de situer ce phénomène idéologique dans un temps assez long pour être vraiment significatif sur le plan évolutif et parce que ce cadre chronologique devait coïncider le plus possible avec celui de l'élaboration des thèses ultramontaines les plus importantes. Mme Eid eût encore fortifié la justesse de son choix si elle avait fait remarquer, d'une part, que le changement opéré en France sur la mentalité catholique par les traditionalistes, surtout par Joseph de Maistre et le La Mennais première manière, était chose à peu près achevée vers les années 1840-1844 ; d'autre part, que le mouvement ultramontain atteignit son apogée en 1870, à Vatican I, par la proclamation de l'infailibilité pontificale.

Car les racines de notre ultramontanisme sont européennes, à commencer par le mot : *ultra-montes*. Il s'agit, en effet, des Alpes, non des Laurentides ou des Appalaches ! Nous sommes en présence d'un mouvement d'idées importées. « L'homme d'ici » peut regretter cet autre aspect de notre colonialisme intellectuel ; il n'en demeure pas moins que les ultramontains des deux mondes puisaient aux mêmes sources, lisaient les mêmes ouvrages. Évidemment, comme le souligne Mme Eid, la réalité bas-canadienne au milieu du XIXe siècle a façonné notre ultramontanisme à son image, lui donnant par conséquent un visage qui lui fut propre, surtout en liant intimement religion et nationalité. Mais il faut ajouter tout de suite qu'il s'agit d'une originalité réduite au strict minimum. Parmi toutes les citations que produit l'auteur, il est relativement facile d'en rattacher la très grande majorité à leurs sources étrangères, surtout françaises. Il y a plus d'un quart de siècle, dans une thèse soutenue à Queen's University, sur *The Ultramontane Group in French Canada, 1867-1886* (étude qui figure dans la bibliographie de Mme F. Eid), H.L. Robertson remarquait très justement, à propos de nos ultramontains, que « Their polemic was a second-hand polemic; they sought to fight on European lines in North America » (p. 297).

Ces ultramontains canadiens-français, qui sont-ils ? Ils se retrouvent dans le groupe social que forme le clergé, auquel se joignent des laïcs de la petite bourgeoisie. Un tableau, aux pages 48 à 52, en dresse la liste. L'auteur nous dit que c'est « leur degré de participation au niveau idéologique qui a constitué le critère principal de sélection des individus concernés » (p. 46).

Ce tableau présente des difficultés. Dans la note 14 de la page 17, Mme Eid écrit que c'est le « caractère hiérarchique » de la « classe » clérical

«qui explique les tiraillements et les conflits qui la traversaient parfois. Mais la discipline qui prévalait au sein du monde sacerdotal, liée à la conviction de défendre des intérêts communs, maintenait entre les membres du clergé une solidarité et une cohésion relativement grandes.»

Comment dès lors comprendre que le leader incontesté de ces ultramontains, Mgr Bourget, eut à livrer, si l'on fait abstraction du duel qui le mit aux prises avec l'Institut canadien, les combats les plus épuisants de sa carrière contre les deux institutions cléricales les plus imposantes de l'époque, le Séminaire de Québec et le Séminaire de Saint-Sulpice? Plus que de hiérarchie, il s'agissait d'intérêts divergents et d'une appréhension différente des problèmes auxquels se trouvait affrontée la petite société canadienne-française.

Voilà pourquoi une distinction capitale s'impose. Il faut départager ce groupe social qu'on nous présente comme monolithique en au moins deux sous-groupes: les exagérés ou intransigeants et les modérés ou réalistes. Autrement on s'explique difficilement l'âpreté des luttes intestines que ces ultramontains se livrèrent sur la scène du Québec pendant plus d'un demi-siècle.

Aussi, au lieu d'un tableau qui tend à gommer les différences, une analyse des positions idéologiques des principaux leaders ultramontains eût-elle davantage éclairé notre lanterne. Mme Eid eût pu s'inspirer de l'ouvrage qu'elle mentionne d'ailleurs dans sa bibliographie, de Jacques Gadille, *La pensée et l'action politique des évêques français au début de la IIIe République, 1870/1883* (2 vol., Paris, 1967), dont le chapitre II analyse avec finesse les grands courants de pensée politique au sein de cet épiscopat. Gadille explique, par exemple, quelles différences existent entre l'ultramontanisme d'un cardinal Pie, chez qui des nuances importantes tempèrent l'intranséance doctrinale, et celui de Mgr Freppel et de ses collègues de la même tendance, «ultramontanisme extrême», pour qui «les actes pontificaux, ainsi que le droit canon, définissant très exactement un programme de réformes politiques dont il appartient au clergé de demander, sinon de commander la réalisation» (t. I: 71).

Une analyse similaire eût mis en évidence, parmi les exagérés, les positions doctrinales de deux clercs dont l'intranséance l'emportait encore sur celle de Mgr Bourget (ce qui n'est pas peu dire!), les abbés Alexis Pelletier et Alphonse Villeneuve qui, il faut le remarquer, sont les plus largement cités par l'auteur. Or, le gaumiste Pelletier, chassé du Séminaire de Québec par le supérieur Elzéar-Alexandre Taschereau, avait fini par trouver refuge dans le diocèse de Montréal où, sous divers pseudonymes, il avait continué à soutenir des thèses extrêmes. Démasqué, il fut l'objet, en novembre 1876, de la part du Saint-Office, d'une censure portant sur les brochures gaumistes qu'il avait publiées sous le pseudonyme de George St-Aimé, censure qui le réduisait au silence. D'où ma surprise de lire, sous la plume de l'auteur, que sa défense des classiques avait finalement valu à

l'abbé Pelletier « l'approbation chaleureuse des milieux ultramontains de l'époque » (p. 203, note 3). Mme Eid est plus près de la vérité lorsqu'elle fait état des vives résistances que la propagande gaumiste avait d'abord rencontrées dans les rangs mêmes du clergé (p. 41).

Quant à l'abbé Alphonse Villeneuve, pamphlétaire de la plus belle eau, dont on retient surtout l'inepte *factum* anti-sulpicien intitulé *La comédie infernale* (Montréal, 1871), qui fut censuré par l'Assemblée des évêques en 1872 et condamné par le Saint-Office en 1873 et 1875, il doit équitablement figurer au tout premier rang dans le peloton des fanatiques. « L'apparence raide d'un notaire de campagne », écrira-t-on de lui en 1874 : « Il pourrait réveiller l'Inquisition armée si cette institution pouvait être exhumée des ruines de l'Espagne du moyen-âge. » (Cité par Émile Poulat, *Catholicisme, démocratie et socialisme*, Paris, 1977, p. 143.)

Il ne faut donc pas s'étonner que les prises de position d'hommes comme Pelletier ou Villeneuve, chez qui la hargne à l'endroit des adversaires l'emportait peut-être encore davantage sur les convictions personnelles, soient dépourvues de la crédibilité qui eût conféré à leurs auteurs le statut de porte-parole accrédités du clergé canadien-français au XIXe siècle. Or, Mme Eid leur fait, dans son ouvrage, en les citant copieusement, une place disproportionnée à leur importance réelle dans le discours ultramontain, ce qui affaiblit sensiblement la force démonstrative de sa thèse.

Parmi les modérés figurent les abbés Benjamin Paquet et Joseph-Sabin Raymond. Encore ici, quelques lignes explicatives eussent été nécessaires pour cerner adéquatement leur profil idéologique, d'autant plus que la polémique adverse leur infligea généreusement le stigmate, qu'elle voulait infamant, de « libéral ». Sans presque jamais le définir, on fit de ce terme l'injure suprême répétée *ad nauseam* par les exagérés. Lorsque, après bien des pourparlers dont l'initiative revient à l'abbé Raymond, des dominicains français se furent établis à Saint-Hyacinthe, en 1873, très tôt ils souhaitèrent évoluer sur la scène plus vaste de Montréal. Mais, outre leur qualité d'étrangers, ils souffraient d'un grave handicap : n'étaient-ils pas les disciples du père Lacordaire, dont le « libéralisme » agissait comme un épouvantail sur le clergé montréalais ? Seule la disparition de Mgr Bourget eût résolu le problème, au sentiment du dominicain français A. Blanchard, qui écrivait à son supérieur le 17 mai 1876 : « tant que le vieil évêque vivra, jamais un Dominicain ne prêchera dans son diocèse. Seulement il est vieux et le moindre rhume peut l'emporter au paradis que je lui souhaite de tout mon cœur et au plus vite. » (Cité par J.-Antonin Plourde, *Dominicains au Canada*, Montréal, 1973, t. I, p. 230.)

Autre problème sérieux dans cette thèse : la place que réserve l'auteur aux laïcs ultramontains. Si certains peuvent « être considérés, et se définissent d'ailleurs eux-mêmes, comme les porte-parole du clergé dont ils affirment exprimer la pensée et défendre en premier lieu les intérêts » (p. 16), il n'empêche que les plus éminents de nos journalistes ultramon-

tains au siècle dernier, à l'instar de leur maître Louis Veillot dont on connaît les démêlés retentissants avec les archevêques de Paris et quelques autres évêques, dont Mgr Dupanloup, se comportent tout autrement que des «bedeaux»! Des hommes comme Hector-Louis Langevin, Joseph-Charles Taché, Auguste-Eugène Aubry, François-Xavier Trudel, Jules-Paul Tardivel, qui s'identifia à son maître parisien au point d'avoir lui aussi des démêlés avec son archevêque, Mgr Taschereau, étaient trop indépendants de pensée et de caractère pour se mettre tout uniment à la remorque des clercs.

L'idéologie ultramontaine s'opposait à l'idéologie libérale, celle des «rouges», dont la pensée était, suivant l'auteur, «à la fois radicale et bien articulée» (p. 45). Je regrette que l'on ne se soit pas attardé à nous en montrer la cohérence au lieu de se borner à nous la présenter à travers les déformations que lui fit subir la polémique adverse (p. 125-153).

La partie la plus intéressante du travail de Mme Eid réside dans ses considérations sur le poids du langage, la mise en place du réseau de l'imaginaire dans le discours idéologique ultramontain. Elle ramène très finement à trois catégories principales les diverses images auxquelles on a recours pour contrecarrer la diffusion des «mauvaises doctrines» libérales: «Il s'agit de séries d'images se rapportant tantôt à des cataclysmes d'origine naturelle ou surnaturelle, tantôt à des maladies à caractère mortel, tantôt à la représentation d'un chaos social générateur de désintégration ou même d'anéantissement total.» (p. 156)

Le pessimisme ultramontain oppose aux incertitudes du «monde mauvais» au sein duquel il faut vivre le rempart de l'Église: elle est une mère à laquelle on doit obéissance; au milieu des malheurs présents, elle est la stabilité et la certitude; croire à l'Église, c'est accepter son autorité. Le chef de cette Église est, de 1846 à 1878, le pape Pie IX, dont les qualités personnelles et les infortunes ont suscité un culte tel qu'on a parlé de «papolarie». L'un des meilleurs chapitres de l'ouvrage de Mme Eid analyse la place de Pie IX et de la papauté en général dans la ferveur catholique de l'époque (p. 163-197). L'auteur n'a aucune difficulté à démontrer que «le caractère charismatique des attributs conférés à Pie IX dans le discours ultramontain a débouché en fin de compte sur une identification du pape au Christ lui-même» (p. 173). Sur ce point, comme sur bien d'autres, nos thuriféraires s'alignent servilement sur leurs modèles d'Europe où, à l'occasion du concile du Vatican, la surenchère des flatteries à l'adresse du pape atteint un sommet inouï. Un évêque, Mgr Mermillod, «prêche sur les trois incarnations du Fils de Dieu, dans le sein d'une Vierge, dans l'Eucharistie et dans le vieillard du Vatican». Le catholique libéral Montalembert, quelques mois avant sa mort, exaspéré par ces outrances de l'école de Veillot, stigmatise les «théologiens laïcs de l'absolutisme», qui en sont venus à «immoler la justice et la vérité, la raison et l'histoire en holocauste à l'idole qu'ils se sont érigée au Vatican» (Cité par P. Lecanuet, *Montalembert*, Paris, 1912, t. III: 466-467).

Il y aurait une foule d'autres considérations à faire, tellement est foisonnant d'aperçus l'ouvrage de Mme Eid. Il faudrait discuter à loisir de la thèse centrale de ces pages, à savoir que l'idéologie ultramontaine est au coeur d'une lutte à caractère hégémonique entre l'Église et la petite bourgeoisie canadienne-française. Mais pour les raisons indiquées plus haut, le bloc clérical n'a pas, du moins à mes yeux, la cohésion, la similitude des visées et des intérêts propres à le hisser au statut, au sens étroit du terme, de classe, dont la fonction est à la fois économique et sociale.

En refermant ce livre, on ne peut que rendre hommage au courage tenace de l'auteur, qui a passé des années à scruter des textes dont la teneur est si loin de notre sensibilité, de nos préoccupations et de nos convictions. Comme le fait remarquer le sociologue-historien Émile Poulat dans un ouvrage récent, *Église contre bourgeoisie* (Paris, 1977), «le langage intransigeant dans sa pureté nous est généralement devenu aussi lointain, aussi trompeur que la langue classique de Racine. Nous butons sur l'archaïsme du vieux français : aucune forme ne nous arrête encore dans un texte intransigeant dont le moindre dictionnaire donne tous les mots, mais non leur sens. Nous butons de même sur une histoire ennemie de la nôtre, dont nous contestons la démarche, dont nous refusons la systématique» (p. 234).

*Département d'histoire
Université Laval*

PHILIPPE SYLVAIN